

FORESTIERS - ONF

## RECONQUÊTE NATIONALE

Aujourd'hui, à l'appel de leurs organisations syndicales, plusieurs centaines de salariés de l'Office national des forêts (Onf), fonctionnaires et ouvriers du privé, se sont rassemblés devant le siège de l'Office et se sont rendus ensuite au ministère de l'Économie. Ils ont réaffirmé leur opposition à la privatisation rampante de l'Onf, au désengagement de l'État face aux enjeux du changement climatique et leur objectif de la renégociation du contrat État-Onf.

Notre fédération réaffirme son exigence d'une maîtrise publique de notre patrimoine forestier national et la mise en œuvre d'une politique forestière nationale. Les multiples missions reconnues à la forêt touchent tous les domaines de la vie économique, sociale et environnementale de notre pays. Seul, l'Onf, service public porteur d'une politique forestière nationale pour le développement de la filière forêt-bois, est en capacité de gérer les forêts françaises en préservant l'équilibre forêt-puits de carbone et l'exploitation du bois-matière première. Dans ce sens, la satisfaction des revendications des salariés, en matière de création d'emplois stables à contrat pérenne, de revalorisation des salaires reconnaissant les qualifications, d'amélioration des conditions de travail, est une des conditions incontournables.

Notre fédération propose la mise en place d'une régie directe sur tout le territoire national, consistant à supprimer les intermédiaires par la ré-internalisation de nombreux métiers et de la valeur ajoutée qui s'y attache. Ce système donnerait à l'Onf la maîtrise totale de la gestion de l'exploitation forestière, tant domaniale que communale et privée et des moyens financiers. L'Office maîtriserait ainsi les volumes de la vente de bois et le renouvellement de la ressource, par une gestion rigoureuse et équilibrée des parcelles à exploiter, soustraite à toute spéculation et s'inscrivant dans la reconquête de notre indépendance nationale.



*Fonctionnaires et ouvriers du privé, dans l'unité, en route pour Bercy*

Le 25 novembre 2021